

CHANGEMENT SÉMANTIQUE

À la fin du Ségur de la santé, Olivier Véran avait acté la suppression du comité interministériel de la performance et de la modernisation de l'offre de soins hospitaliers, remplacé depuis par le « Conseil national de l'investissement en santé ».

4 milliards

C'est, en euros, le montant des économies prévues pour l'assurance-maladie dans le projet de loi de finances de la Sécurité sociale 2021.

Capital/travail

Le groupe hospitalier Nord-Essonne-site Orsay, est l'un des hôpitaux qui subit des restructurations avant la mise en route du projet Paris-Saclay. Julien Jaulin/Hans Lucas

SANTÉ

À Orsay, les services se déplument avant le nouvel hôpital

Alors que le projet du futur hôpital Paris-Saclay a été amendé à la suite de la crise sanitaire, la CGT dénonce un nombre de lits toujours insuffisant. À l'hôpital d'Orsay, entre sous-effectifs et disparition d'offres de soins, l'inquiétude domine.

De la vallée de la Chevreuse à celle de la Bièvre, le Covid ne semble plus qu'un lointain souvenir. Le projet de construction de l'hôpital Paris-Saclay, prévu pour 2024, suit son cours. Alors que la première pierre sera posée en juin, la capacité d'accueil de cette structure, qui regroupera les hôpitaux d'Orsay, de Juvisy et de Longjumeau, formant aujourd'hui le Groupement hospitalier Nord-Essonne (GHNE), suscite l'inquiétude. Sur les 900 lits disponibles actuellement, seuls 416 devaient

rester. Dans ce lieu valorisant la prise en charge ambulatoire, la jauge a ensuite été montée à 542 places (correspondant à Orsay et Longjumeau). Selon la secrétaire de la CGT d'Orsay, Céline Van Marle, c'est encore insuffisant : « Plus de 50 000 personnes vont s'installer sur le plateau de Saclay à terme, avec le pôle technologique et universitaire. Cela va clairement poser un problème d'offre de soins. »

De son côté, le directeur général du GHNE depuis 2019, Cédric Lussiez, estime que les leçons du coronavirus ont bien été tirées et présente d'autres chiffres : « Nous aurons

880 lits », avance-t-il en englobant d'autres structures faisant partie du projet. « Il n'y aura pas de suppressions de lits et de postes de personnels, on s'est battu pour ça tout au long de 2020. Ce projet est équilibré ! Nous gardons même l'hôpital de Longjumeau (qui sera transformé en structure gériatrique). Nous venons aussi d'embaucher 22 personnes à Orsay. »

« Nous étions 14 soignants avant, là, nous ne sommes plus que cinq »

Pourtant, dans cet hôpital en plein cœur de la petite ville cossue, loin de la quiétude de l'étagé environnant, c'est le blues dans les

étages. Après la première vague du virus, ce sont des fermetures de services qui se sont abattues. En octobre 2020, la pédiatrie a cessé son activité. Les urgences pédiatriques ont, elles, dû réduire leurs horaires de 9 heures à 17h30 en semaine. Des décisions provoquées par le départ de quatre médecins en moins de six mois. Comme le glisse Thyphaine (1), infirmière : « Nous étions 14 soignants en tout avant ; là, nous ne sommes plus que 5. En quelques jours, on nous a demandé de faire trois choix de postes, dont un seul en pédiatrie. Ce qui m'a sauvée, c'est d'être puéricultrice. » Si trois soignants ont été transférés à ●●●

Capital/travail

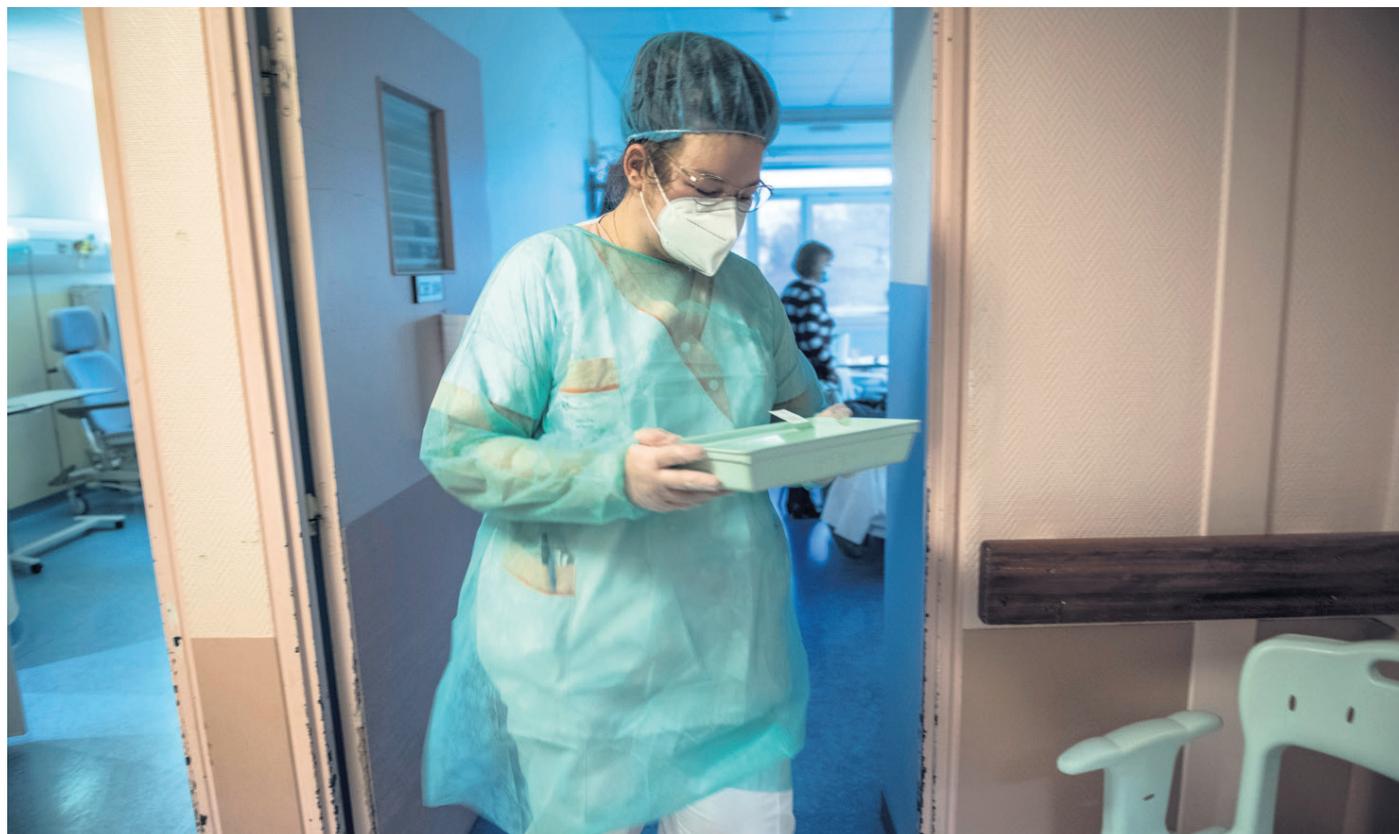
●●● À Orsay, les services se déplacent avant le nouvel hôpital

Longjumeau, les personnels restants ne sont pas sereins. « On s'en sort en ce moment car l'activité est en baisse avec le Covid, mais qu'est-ce que cela va donner avec le retour des gastro-entérites et des bronchiolites ? Interroge Carole, sa collègue. Il y a aussi de la perte de chance pour les enfants. » Thyphaine tient à souligner la spécificité du service : « L'ambiance est familiale, il y a un travail d'équipe avec les médecins. On espère vraiment qu'on pourra maintenir la même chose à Paris-Saclay. »

« Quand on voit comment ils ont géré la crise du Covid... »

Ce mardi après-midi, l'ambiance est électrique en chirurgie. Pendant qu'un des soignants se demande où est passé un patient, finalement sorti de l'hôpital sans prévenir, une chambre vide est vite occupée par un nouveau malade. La chasse aux lits disponibles, qui prend du temps au quotidien, est compliquée par la réservation de 8 d'entre eux pour les cas relevant de la médecine générale. Juliette, tout juste sortie d'école d'infirmières, ne sait plus où donner de la tête. Revenue prêter main-forte sur son jour de repos, elle prend deux secondes pour souffler : « Il y a une infirmière pour 20 patients. On gère en même temps les bilans sanguins et les préparations pour le bloc. »

Dans ce contexte tendu, la vente de l'hôpital de Juvisy à Korian a porté un coup supplémentaire au moral. Le géant des Ehpad, qui prend déjà en charge l'hospitalisation à domicile de la structure, a racheté les murs pour une valeur de 12 millions d'euros. « Quand on voit comment ils ont géré la crise du Covid... soupire Fabienne Chenu, représentante de la CGT et infirmière en service de soins de suite et rééducation. Le pire, c'est qu'ils vont tout raser pour reconstruire et que, ensuite, nous leur paierons 150 000 euros de loyer par an pour conserver dans les nouveaux bâtiments les urgences et le Smur. On marche sur la tête ! » Quant aux personnels qui souhaitent rester sur place, ils peuvent toujours postuler sous statut privé. Pour le directeur général du GHNE, Cédric Lussiez,



Après la première vague du virus, les fermetures de services se sont multipliées. Julien Jaulin/Hans Lucas

les craintes des personnels mêlant bouleversements actuels et appréhension envers le futur hôpital « sont liées à la peur du changement. Rien n'est fait dans des considérations financières », assure-t-il.

Mais certains personnels ne sont pas convaincus par cette communication. Ces mouvements permanents et les efforts demandés ont eu raison de la motivation de Jacqueline, infirmière depuis presque deux décennies à Orsay. « Les réorganisations sont toujours faites à l'arrache, sans demander l'avis des agents, qui n'ont d'autre choix que de s'adapter. Cela a été le cas pour la mise en place de la vaccination des soignants. Je

En octobre 2020, la pédiatrie a cessé toute activité.

m'inquiète aussi pour la qualité de soins aux patients. » Malgré les 22 recrutements mis en avant par la direction, la pose des vacances reste chaotique. « Nous ne pouvons jamais prendre une semaine complète, nous devons travailler au moins un des deux week-ends, précise Céline Letellier, élue de la CGT. On nous impose les jours de RTT. Quand nous sommes en congé, on nous fait comprendre qu'il ne faut pas partir trop loin. »

Alors que la perspective du nouvel hôpital se concrétise à vitesse grand V, avec le dépôt du permis de construire en octobre 2020, Nathalie Le Méné, secrétaire adjointe de la CGT à Orsay, tranche : « Nous ne sommes

pas contre le Paris-Saclay, mais nous voudrions conserver et rénover les trois hôpitaux existants. »

Parfois, la réalité contraint aussi à des retours en arrière. Au début de la pandémie, la réanimation, transformée depuis 2019 en soins de surveillance continue, a dû ouvrir, sous peine de frôler la catastrophe. Le matériel transféré à l'hôpital voisin a été rapatrié en urgence. « Je suis super-contente de pouvoir faire à nouveau mon métier ! lance Johanna, infirmière en réanimation. Nous avons clairement pu sauver des gens. » Désormais, plus personne n'ose envisager la fermeture de ce service. ●

CÉCILE ROUSSEAU

(1) Les prénoms ont été changés.

La lenteur de la vaccination cristallise les colères

Alors que la campagne d'injections se poursuit laborieusement, les professionnels de la santé lancent, ce jeudi, leur première journée d'action de 2021 afin de dénoncer la pénurie d'effectifs et de moyens.

L'hôpital public n'en finit pas de surchauffer. Alors que les acteurs du secteur font toujours face à la pandémie, les syndicats CGT, SUD et CGC, ainsi que différents collectifs comme Inter-Urgences et Inter-Hôpitaux appellent à la mobilisation, ce jeudi. Depuis la dynamique de lutte enclenchée il y a deux ans, aucun changement de fond ne pointe à l'horizon. Si le Ségur de la santé a distribué quelques miettes salariales, il a, de l'autre côté, généré des discriminations pour les agents du médico-social et les praticiens hospitaliers. « Il faut l'égalité de traitement pour tous, l'attractivité des métiers en dépend. Un bon nombre de personnels ont quitté l'hôpital, les fermetures de lits continuent à Nantes, Nancy... égrène Mireille Stivala, secrétaire générale de la CGT santé lors d'une conférence de presse, lundi. Il y a un manque de dialogue social avec le gouvernement. »

Après la gabegie des masques et le manque de tests PCR, la campagne de vaccination actuelle, qui se déroule à une lenteur abondamment critiquée, semble désormais cristalliser les dérives du système. Entre deux injections à l'Hôtel-Dieu, Patrick Pelloux, président de l'Association des médecins urgentistes de France (Amuf), explose : « Il y a un gros problème d'approvisionnement, il faut que le gouvernement réagisse ! On dit aux personnes de plus de 75 ans qu'elles peuvent venir, mais il n'y a pas de doses pour tout le monde ! »

Par endroits, ce sont aussi les bras qui manquent

Les retards de livraison inquiètent également Carole Poupon, vice-présidente d'Action praticiens hôpital (APH). « On entend que le temps de la deuxième injection, qui doit être de 21 jours, a tendance à s'allonger. Je ne voudrais pas qu'on en arrive à trois mois, comme cela est parfois le cas en Grande-Bretagne. Ça n'aura plus aucune valeur. » Alors que l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) a dû reporter les injections pour son personnel, compte tenu des faibles doses disponibles, Pierre Schwob, du

collectif Inter-Urgences, infirmier à l'hôpital Beaujon à Clichy (Hauts-de-Seine), constate que les prescriptions évoluent étrangement : « La deuxième dose peut aller de 21 jours jusqu'à six semaines. Avec un flacon, nous pouvons remplir 6 doses contre 5 avant. »

Par endroits, ce sont aussi les bras qui manquent pour réaliser cette campagne. Ce constat des médecins fait écho à une enquête de la CGT menée auprès de 190 établissements qui montre qu'une hausse de 12 % des effectifs serait nécessaire. Comme le rappelle Thierry Amoureux, du SNPI CFE-CGC : « Si un certain nombre de postes restent vacants, c'est parce que les gens n'ont pas envie de travailler avec une infirmière pour 180 résidents dans un Ehpad. »

Si la mobilisation d'aujourd'hui s'annonce suivie à Toulouse ou à Metz, ce dialogue de sourds avec le gouvernement engendre déjà un foisonnement de luttes. Après la grève illimitée des praticiens hospitaliers, le 11 janvier, ces derniers poursuivent avec les « lundis de la colère ». Des actions dans le secteur médico-social, exclu de l'augmentation de 183 euros du Ségur de la santé, devraient également ponctuer ce début d'année. ●

C. R.